



Direction de la Solidarité
Service Tarification
des Établissements Sociaux

Colmar, le

ARRETE **2006 - 00281** **DSOL**
DU 20 AVR. 2006

PORTANT autorisation de création d'un service prestataire d'aide et d'accompagnement à domicile prenant en charge des mineurs et des majeurs de moins de vingt et un ans par l'Association d'Aide et d'Intervention à Domicile du Haut-Rhin/Nord (AID) à Colmar

- VU** le Code de l'Action Sociale et des Familles et plus particulièrement son article L 312-1-I alinéa 1 ;
- VU** la loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale modifiée notamment par l'ordonnance n° 2005-1477 du 1^{er} décembre 2005 ;
- VU** la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;
- VU** la loi n° 86-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 ;
- VU** le décret n° 2003-1135 du 26 novembre 2003 relatif aux modalités de création, de transformation et d'extension d'établissements sociaux et médico-sociaux ;
- VU** le décret n° 2004-65 du 15 janvier 2004 modifié relatif aux Comités Régionaux de l'Organisation sociale et médico-sociale ;
- VU** l'ordonnance n° 2005-1477 du 1^{er} décembre 2005 portant diverses dispositions relatives aux procédures d'admission à l'aide sociale et aux établissements et services sociaux et médico-sociaux ;
- VU** le dossier présenté le 15 septembre 2005 par Monsieur le Président de l'Association d'Aide et d'Intervention à Domicile de Colmar et reconnu complet le 9 novembre 2005 ;
- VU** l'avis favorable émis par le Comité Régional de l'Organisation Sociale et Médico-sociale en date du 15 mars 2006 ;

SUR proposition du Directeur Général des Services,

ARRETE

ARTICLE 1^{er} -

L'Association d'Aide et d'Intervention à Domicile du Haut-Rhin/Nord à Colmar, est autorisée à créer un service prestataire d'aide et d'accompagnement à domicile auprès des familles comportant la prise en charge de mineurs et de majeurs de moins de vingt et un ans.

Ce service intervient dans le département du Haut-Rhin et plus particulièrement dans la région de Colmar et dans le nord du Département.

La condition d'activité exclusive est satisfaite, l'activité de l'Association portant exclusivement sur les activités de services aux personnes à domicile mentionnées à l'article L 129-1 du code du travail.

ARTICLE 2 -

L'Association d'Aide et d'Intervention à Domicile assure, au domicile des familles ou à partir de leur domicile, les prestations d'aide nécessaires dans le cadre :

- de la mise en place d'actions préventives et sociales visant à favoriser le maintien à domicile des enfants et à soutenir la fonction parentale,
- de difficultés temporaires rencontrées par les familles (grossesse, maladie de l'un des parents ou d'un enfant, ...),
- de toutes demandes d'aides ou d'interventions formulées par les familles ou des personnes seules.

Ces prestations s'inscrivent dans un projet individualisé d'aide et d'accompagnement élaboré à partir d'une évaluation globale des besoins de la famille et sont réalisées par des aides à domicile et notamment des auxiliaires de vie sociale et des techniciens de l'intervention sociale et familiale.

Le volume horaire relevant de la présente autorisation se situe entre 31 000 et 39 000 heures d'intervention.

ARTICLE 3 -

Dans le cadre de la présente autorisation, l'Association d'Aide et d'Intervention à Domicile participe à la politique départementale de développement des alternatives à l'accueil institutionnel et du soutien à la parentalité ; elle communiquera au Conseil Général :

- tous les cinq ans, l'évaluation interne de ses activités et de la qualité des prestations qu'elle délivre conformément au 1^{er} alinéa de l'article L312-8 du Code de l'Action Sociale et des familles,
- les statistiques mensuelles et annuelles définies d'un commun accord.

En outre, l'Association appliquera le référentiel qualité mis à sa disposition par le Conseil Général.

ARTICLE 4 -

La présente autorisation vaut habilitation à intervenir auprès des bénéficiaires de l'aide sociale départementale à domicile.



ARTICLE 5 -

Conformément aux dispositions de l'article 25 alinéa 4 de la loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale, l'autorisation précitée est accordée pour une durée de quinze ans à compter de la notification de la présente décision.

Son renouvellement total ou partiel est exclusivement subordonné aux résultats de l'évaluation des activités et de la qualité des prestations délivrées, mentionnée au 2^{ème} alinéa de l'article L312-8 du Code de l'Action Sociale et des Familles. Cette évaluation doit être effectuée par un organisme extérieur habilité au cours des sept années suivant l'autorisation et au moins deux ans avant son renouvellement.

ARTICLE 6 -

Monsieur le Directeur Général des Services du Département et Monsieur le Directeur Général Adjoint sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le Président de l'Association d'Aide et d'Intervention à Domicile du Haut-Rhin/Nord à Colmar et inséré dans le Bulletin d'Information Officiel du Département.

DÉPARTEMENT DU HAUT-RHIN
COPIE EXÉCUTOIRE
DATE 21 AVR. 2006
24 AVR. 2006



Président du Conseil Général
et par délégation

Le Directeur

Jacques BORDONS

P/ LE PRESIDENT

1^{er} Vice-Président du Conseil Général